

LES CHIFFRES DU MOIS

28

L'Assemblée Générale de l'ONU a alloué 28 millions de dollars au mécanisme ad hoc de l'ONU chargé de collecter les preuves des crimes les plus graves commis en Birmanie.

Réticente, la Chine proposait un budget réduit de moitié...



4

4 milliards de dollars : c'est le montant de la dette de la Birmanie vis-à-vis de la Chine, qui détient 40 % de la dette du pays. Des parlementaires demandent que la Birmanie s'acquitte de cette dette au plus vite, d'autant que la Chine pratique les taux d'intérêt les plus élevés (4,5 %).

50 000

50 000 civils sont, selon l'ONU, touchés par les restrictions d'accès à l'aide humanitaire imposées par les autorités birmanes dans l'état d'Arakan. Dans un communiqué commun, 18 organisations humanitaires internationales s'inquiètent de ne pas être en mesure de venir en aide à ces populations et en appellent au respect du droit international humanitaire.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

Cessez-le-feu unilatéral de 4 mois dans le nord et le nord-est du pays : une annonce de l'armée en trompe-l'œil ?

Dans un premier temps, de nombreux observateurs ont interprété l'annonce d'un cessez-le-feu par l'armée en décembre comme une opportunité à saisir dans le cadre des négociations de paix en cours. Tout en déplorant que le territoire de l'état d'Arakan, confronté à une recrudescence des combats entre l'armée et l'Armée d'Arakan (AA), ne soit pas compris dans la trêve. Depuis lors, des civils continuent de fuir les combats entre organisations ethniques armées (OEA) rivales dans l'état Shan et l'armée est accusée par la Ta'ang National Liberation Army (TNLA) d'y augmenter ses troupes. Quatre nouvelles bases militaires viennent par ailleurs d'être établies dans l'état Kayah/Karenni couvert par le cessez-le-feu annoncé. Cela inquiète considérablement les habitants de la région, qui s'interrogent sur les motivations de l'armée. Celle-ci conteste les accusations dont elle fait l'objet, notamment de la part de la KNU, et accuse à son tour les organisations armées ethniques de poursuivre leurs opérations. L'armée leur a d'ailleurs adressé un ultimatum, fixé au 12 février.

L'allié chinois fait pression pour la reprise du projet de barrage de Myitsone dans l'état Kachin

Suspendu depuis 2011, le projet de barrage de Myitsone refait parler de lui, tout comme son impact humain et environnemental dévastateur à l'échelle du pays, s'il venait à être repris (inondation d'un territoire équivalent à la superficie de Singapour dans l'état Kachin, déplacement subséquent de 10 000 civils, destruction de l'écosystème de la rivière Irrawaddy). Dans le contexte du cessez-le-feu décrété par l'armée, la Chine a rencontré des responsables Kachin et semble jouer la carte de la division entre communautés pour faire prospérer sa volonté de faire aboutir le projet. 90 % de l'électricité produite par ce barrage irait à la Chine, une répartition des bénéfices à l'image des autres grands projets chinois... Le gouvernement birman doit jongler entre l'opposition massive à ce projet et les pressions de son allié chinois... dont "l'amitié" a un prix.



Contenus racistes et discriminants dans les programmes scolaires : les autorités interpellées par la société civile

« Le sang mixte est le fruit d'une faute haineuse et la race va s'éteindre ». « Nous haïssons les métis, ils tirent le peuple vers le bas... » Ces phrases sont reprises en exemple par les plus de 120 organisations de la société civile qui ont adressé une lettre au Président birman, U Win Myint, pour exiger la réforme du programme scolaire élémentaire et de ses contenus au racisme et à la discrimination religieuse évocateurs. Ce courrier a également été transmis au bureau d'Aung San Suu Kyi, au Ministre de l'éducation et à des parlementaires. Les programmes scolaires contiendraient de tels contenus depuis le début des années 2010. Les signataires s'alarment d'une véritable politique d'endoctrinement des enfants dès le plus jeune âge, alors que l'école devrait leur enseigner le respect des autres et contribuer à la coexistence pacifique de tous. La réforme de ces contenus scolaires, et des pratiques d'enseignement qui les accompagnent, est indispensable pour pouvoir envisager de construire la paix. Aung San Suu Kyi a récemment appelé à la réforme de l'éducation, sans mentionner explicitement cet aspect du système.

Le Département de l'Administration Générale (GAD) change de mains

Depuis 2011, le Département de l'administration générale, véritable colonne vertébrale de l'administration publique à travers le pays, était resté sous contrôle militaire en tant que département du Ministère de l'intérieur contrôlé par l'armée. Une réforme importante du Gouvernement LND, annoncée en décembre et passée inaperçue dans les médias internationaux, transfère ce département... à un Ministère civil. Régulièrement critiqué pour sa militarisation, le GAD l'est aussi pour des faits de corruption et d'abus de pouvoir. Des observateurs birmanais soulignent que ce changement de Ministère ne suffira pas en soi à améliorer sa gouvernance, mais qu'un Ministre civil épris de changement pourrait parvenir à des résultats positifs sur le long terme. Dans l'immédiat, Le GAD, avec ses 36 000 agents, est intégré au nouveau Ministère de l'Office du Gouvernement de l'Union... attribué à U Min Thu, un colonel retraité. Face à l'immense pouvoir politique des militaires, cette réforme marque un pas. Le 29 janvier, la LND a par ailleurs officiellement initié des démarches au sein du Parlement pour débattre de la réforme de la Constitution de 2008, texte qui assure la mainmise des militaires sur le pays. Une première depuis son arrivée au pouvoir. En réaction, les militaires qui siègent au Parlement ont collectivement tapé du pied en signe de protestation. L'initiative de la LND a cependant recueilli assez de voix pour être poursuivie. Les débats s'annoncent houleux.

La presse, bâillonnée dans sa couverture des crimes de l'armée, sommée de ne pas parler de "guerre civile" dans le pays

Le 11 janvier 2019, les deux reporters de Reuters, Wa Lone et Kyaw Soe Oo, ont vu leur appel rejeté par la Haute Cour de Rangoun et leur condamnation respective à sept ans d'emprisonnement confirmée. Pour rappel, ils avaient enquêté sur le massacre de Rohingya par des militaires dans le village d'Inn Din. Comme le souligne le rédacteur en chef de Reuters, cette décision « est une injustice de plus infligée aux reporters, qui restent en prison parce que le pouvoir entend faire taire la vérité. Le journalisme n'est pas un crime ! » Jusqu'à nouvel ordre, « la presse n'est pas libre et les engagements du pays pour l'Etat de droit et la démocratie sont en doute. » Lors d'une conférence de presse tenue le 18 janvier, l'armée a par ailleurs sommé les journalistes de ne pas employer les termes de « guerre civile » dans leur couverture des combats et conflits à travers le pays. Pour l'un des membres de l'équipe de l'armée chargée de « l'information vraie », la guerre civile a pris fin... en 1949 et l'armée mène une « guerre d'anéantissement à l'encontre d'insurgés » dans l'état d'Arakan.



Rohingya : Yanghee Lee appelle à la poursuite du commandant-en-chef de l'armée birmane pour génocide et dénonce la campagne d'intimidation des forces de sécurité birmanes à l'encontre des exilés Rohingya

Yanghee Lee, Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation des droits humains en Birmanie, demeure interdite de séjour dans le pays. Elle a récemment visité des camps de Rohingya au Bangladesh et a pu se rendre sur le site contesté de « Bashan Char » où le Bangladesh projette de les relocaliser : elle émet d'importantes réserves sur ce projet. Elle accuse par ailleurs les forces de sécurité birmanes de mener une véritable campagne d'intimidation à l'encontre des Rohingya, dans les camps et à la frontière, pour s'assurer qu'ils ne reviennent pas. Ces mêmes forces de sécurité contraignent encore au départ des Rohingya restés en Birmanie. Dans ce contexte, Yanghee Lee a publiquement appelé à la poursuite pour génocide du commandant-en-chef de l'armée birmane, Min Aung Hlaing, et insisté sur l'importance de faire juger les auteurs des crimes. Alors que l'Inde et l'Arabie Saoudite procèdent à des expulsions forcées de Rohingya, Yanghee Lee rappelle qu'il n'existe aucune possibilité de retour pour eux en Birmanie dans un avenir proche. Depuis le début de l'année, au moins 1300 Rohingya exilés en Inde ont fui au Bangladesh, par crainte d'être renvoyés en Birmanie.

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

LE FOCUS DU MOIS

*Nous avons consacré **un article** récent aux combats qui opposent l'armée birmane et l'Armée d'Arakan (AA) et à la situation des populations civiles de nouveau en première ligne. Dans le contexte du cessez-le-feu de 4 mois annoncé par l'armée dans les états du nord et du nord-est du pays, les informations du terrain interrogent sur la portée de cette annonce et sur les perspectives de paix en Birmanie. Dans ce contexte, il nous a semblé intéressant de présenter les recommandations pour la paix d'un réseau de la société civile Karen qui, dans un nouveau rapport, dresse également un état des lieux du vécu des populations exposées aux conflits.*

Insécurité persistante dans le sud-est de la Birmanie, en dépit des cessez-le-feu : recommandations pour la paix du Karen Peace Support Network (KPSN)

Le rapport « Sécurité, justice et gouvernance dans le sud-est de la Birmanie » a été publié en janvier 2019 par le Karen Peace Support Network (KPSN), réseau de la société civile birmane dans le sud-est du pays, en partenariat avec Saferworld. Il se fonde sur une série de plus de 2000 entretiens réalisés dans 72 villages auprès des populations touchées par le conflit qui oppose, depuis 1949, les autorités birmanes et la Karen National Union (KNU).

Le contexte de l'étude

Le conflit dans cette région a commencé en 1949 et en dépit de plusieurs accords de cessez-le-feu conclus entre 2012 et 2015, les zones Karen dans le sud-est de la Birmanie demeurent confrontées à d'importants défis humanitaires.

Depuis 2012, le niveau de violence a diminué pour les communautés Karen, à la suite du redéploiement de troupes militaires dans d'autres régions. Mais les cessez-le-feu conclus n'ont pas remédié au conflit, ni aux problématiques suivantes : militarisation globalement élevée, absence de délimitation des territoires et de mise en œuvre d'un code de conduite au sein de l'armée. Depuis le début de l'année 2018, les interventions de l'armée dans le District de Mutraw (Hpapun) ont entraîné le déplacement forcé de plus de 2500 civils.

Alors que l'armée birmane détient, totalement ou partiellement le pouvoir depuis 1962, la Karen National Union (KNU) demande la mise en place d'un mode de gouvernance fédéral et démocratique, afin que les Karen bénéficient de plus d'autonomie, ainsi qu'une représentation au niveau national, comme plus de vingt organisations ethniques armées (OEA) à travers le pays. En 2015, la KNU a signé l'Accord de cessez-le-feu national, aux côtés de 7 autres OEA. En signant cet accord, le Gouvernement et l'armée ont convenu d'établir une Union basée sur les principes démocratiques et le fédéralisme à l'issue d'un dialogue politique.

Mais la KPSN déplore que le cadre actuel n'ait pas entraîné un dialogue politique effectif.

Depuis sa création, la KNU maintient une sorte de système quasi-gouvernemental parallèle, actif notamment dans les domaines des services sociaux, de la gestion des terres et de la justice. En terme de gouvernance, la KNU est donc un acteur important dans la majeure partie des territoires ruraux du sud-est de la Birmanie.

L'étude, qui couvre 2020 personnes dans 72 villages, fournit des informations aussi représentatives que possible au sujet de la population vivant dans cette région affectée par le conflit. Les données recueillies viennent appuyer les efforts de la société civile visant à remédier aux causes du conflit et au contexte d'insécurité, tout en informant les autorités et les acteurs de l'aide sur l'expérience et sur les besoins des communautés. Plus de la moitié des personnes rencontrées étaient des femmes et plus des trois quart étaient Karen.

Les constats : une expérience répandue de violences et d'abus

L'étude révèle une expérience répandue de violences et d'abus. 80 % des ménages font état d'expériences de violences ou d'abus de la part des autorités, tels que des tirs et des mises à feu de villages, chacun de ces deux événements ayant touché plus de 30 % de la population ayant participé à l'étude. Si les participants n'ont pas voulu nommer les responsables armés de ces exactions, les données recueillies, corroborées avec les rapports existants de la KPSN, des Nations Unies et d'autres sources, indiquent que **la plupart des formes de violence documentées sont fortement associées à des pratiques répandues de l'armée birmane et des forces qui agissent pour elles « par procuration », conduites de manière systématique et sous commandement unifié.**

Avant le cessez-le-feu de 2012, le travail forcé et le transport d'armes et d'équipements pour le compte des forces armées ont été les expériences abusives les plus souvent répertoriées : la majorité des foyers sont concernés, souvent à plus d'une reprise.

Depuis 2012, les abus les plus communément mentionnés sont les confiscations de terre par les autorités (1 foyer sur 47) : dans la plupart des cas, les terres confisquées se situent en zone sous contrôle total ou partiel du gouvernement.

Un schéma de gouvernance complexe et la défiance de la population vis-à-vis des autorités

Le schéma de gouvernance de la zone étudiée est extrêmement complexe. 61 % des personnes interrogées résident dans des villages placés sous contrôle mixte, à savoir sous contrôle du gouvernement birman et de la KNU, et parfois d'autres acteurs armés. 20 % étaient en zone sous contrôle de la KNU, et 19 % sous contrôle du gouvernement. **Dans l'ensemble de ces zones, la KNU bénéficie d'une légitimité remarquable au sein d'une vaste partie de la population étudiée, majoritairement chez la population Karen.** Outre qu'ils indiquent préférer la KNU, ils affirment qu'ils préféreraient que la KNU gouverne la région et la voit comme une meilleure garante de leur sécurité et de la justice, par rapport au gouvernement et à de plus petites factions armées Karen au sein des communautés, en scission avec la KNU.

L'étude souligne que cela est probablement dû aux liens linguistiques et ethniques, à l'enracinement des institutions de la KNU dans les communautés locales, et à sa position historique en tant qu'organisation politique primaire représentant la société Karen.

Ces données relatives au soutien des populations à la KNU interviennent dans un contexte où les autorités gouvernementales fournissent des services sociaux et mènent des actions de développement, ce qui indique que celles-ci n'entraînent pas automatiquement une légitimité accrue au sein de la population. Ces investissements sont pourtant centraux dans les stratégies de paix déclinées par les administrations gouvernementales successives, et dans l'approche de la communauté internationale en matière de paix et de renforcement de l'Etat. Le problème est que ces services et ces projets demeurent inextricablement liés à une stratégie militaire d'extension et d'un contrôle centralisé sur les territoires et les populations.

La justice

Les données recueillies montrent que dans la majeure partie des cas, des affaires qui devraient relever de la justice ne sont renvoyées devant aucune autorité au sein de la communauté (93% des cas). Lorsque des cas sont renvoyés, la population s'adresse presque toujours en premier lieu au chef de village, et la plupart des affaires sont ainsi résolues au niveau du village, tandis que les saisines au sein du système mis en place par le KNU semblent fournir des procédures plus claires et davantage d'options comparées au système gouvernemental.

La situation des femmes

Le rapport, qui n'a pas mené d'étude spécifique dans le cadre de ses entretiens, souligne la vulnérabilité et la marginalisation des femmes. Il formule des recommandations à cet égard.

Les perceptions de la population sur le processus de paix

La perception qu'a la population, tant du gouvernement que de la KNU, s'est améliorée depuis la signature du cessez-le-feu de 2012, ce qui montre qu'elle soutient les efforts pour parvenir à la paix. Mais les participants à l'étude marquent leur pessimisme quant au processus de paix actuel entre les autorités du pays et les organisations ethniques armées. Seuls 14 % des participants sont confiants dans le fait que le processus de paix puisse amener une paix durable. 45 % des participants (68% dans les zones contrôlées par la KNU) sont inquiets au sujet d'une reprise des combats dans les cinq prochaines années, comme cela se produit par intermittence en dépit du cessez-le-feu.

Recommandations pour consolider la paix

Comme l'indique les résultats de l'étude, une part significative de la population a souffert et continue de souffrir de la violence et de l'insécurité dans la région couverte par l'étude.

Le rapport contient de nombreuses recommandations, adressées tant aux autorités gouvernementales et à la KNU, qu'à la communauté internationale. Elles consistent en des mesures urgentes à adopter pour garantir une « sécurité de base » aux populations civiles et des mesures sur le plus long terme en vue de consolider la paix.

Une série de mesures urgentes sont nécessaires pour assurer une « sécurité de base » aux populations civiles, qui incluent :

- la démilitarisation immédiate des zones sous cessez-le-feu
- la réduction des tensions par la cessation des actions et des préparatifs en vue de nouvelles offensives, la réduction des troupes et la limitation des contacts entre militaires et civils
- le strict respect des règles par les forces de sécurité et la nécessité de leur faire rendre des comptes afin que les droits humains soient respectés
- une meilleure protection des réfugiés et des personnes déplacées qui ont besoin d'aide humanitaire
- la démarcation des territoires, avec une limitation des déplacements des acteurs armés dans des zones autorisées
- le relevé systématique des violations de cessez-le-feu

Les autorités doivent :

- prendre des mesures pour mettre un terme à l'accaparement des terres et mettre en place des moyens de restitution des terres confisquées
- décider d'un moratoire sur les projets de développements majeurs dans les zones de cessez-le-feu
- réguler les pratiques des milieux d'affaires pour plus de transparence et de responsabilité

Ces évolutions sont tributaires d'un engagement effectif du gouvernement du pays pour rendre l'économie plus inclusive, équitable et décentralisée. Des réformes profondes visant à transformer le système doivent être entreprises, pour mettre un terme à des décennies de revendications provoquées par la prédation des ressources naturelles et des richesses des régions ethniques au profit d'entreprises détenues ou affiliées à l'armée et aux autorités gouvernementales.

Au vu de son étude, la KNSU préconise également la reconnaissance par les autorités gouvernementales des modes de gouvernance et des services sociaux « communautaires », et de la gouvernance de la KNU, dans le cadre d'accords intermédiaires, en attendant un règlement politique.

Cela permettrait, selon la KNSU, de renforcer la confiance et favoriserait le dialogue politique pour la mise en place d'une future union démocratique et fédérale. Selon ce réseau de la société civile Karen, cela rendrait les cessez-le-feu plus stables, améliorerait le bien-être des communautés affectées par le conflit et fournirait un espace pour une meilleure gouvernance et un meilleur développement.

Les leçons tirées de cette étude sont valables pour la politique menée au niveau national en matière de paix et de sécurité.

Consolider la paix au niveau national suppose :

- la mise en place d'un cadre plus démocratique et plus inclusif pour le dialogue politique
- la réforme du secteur de la sécurité pour créer des forces armées plus inclusives, plus représentatives et qui rendent comptes de leurs actes,
- et des institutions de justice qui garantissent la sécurité de toutes les communautés.

Enfin, le réseau de la société civile Karen en appelle à tous les responsables et au pays dans son ensemble, pour reconnaître formellement l'ampleur de la souffrance expérimentée par les populations affectées par les conflits. La justice doit être rendue pour les crimes d'hier et d'aujourd'hui et les causes d'insécurité qui perdurent doivent être traitées. Aucun de ces enjeux n'est aisé à résoudre et tous demandent une volonté politique sans précédent de la part des responsables de tous bords pour mettre un terme au cycle sans fin du conflit, de la violence et de l'insécurité en Birmanie.

Pour en savoir davantage : [le rapport complet de la KPSN](#)